



Prix à la consommation : attention à la dérive



Mémo COVID N°11

Mémo COVID N°11

Il est fort possible que les prix repartent à la hausse, au moins pour certains produits « de consommation courante ». La question de l'indice des prix, et donc des indexations de salaires et prestations sociales, prendrait alors une actualité brûlante.

Le calcul de l'IPC par l'Insee est déstabilisé depuis la mi-mars.

En effet, la collecte des prix dans les points de vente par les enquêtrices et enquêteurs de l'Insee est impossible depuis le confinement. Et ce d'autant plus que la fermeture administrative de nombreux commerces interdit évidemment l'observation de leurs prix. Les indices de mars et les suivants seront calculés avec les seuls relevés sur internet et les données de caisse (DDC) de la grande distribution, qui ne couvre qu'une partie de la consommation.

L'IPC risque de mal refléter la réalité des prix pendant la crise

Ces indices mensuels seront sujets à caution pour au moins trois sortes de raisons (sans entrer ici dans les détails techniques) :

- L'indice ne prend pas en compte la modification de la consommation pendant la crise (disparition de produits, pénuries ponctuelles).
- Certains prix risquent de baisser sans bénéficier aux consommateurs (comme l'essence, très peu utilisée en période de confinement) quand d'autres risquent de monter (notamment les produits alimentaires) ; cela fausse l'indice global des prix.
- Il n'est pas certain que les prix reviennent à la « normale » après le confinement. La plus grande vigilance devra être de mise dans la grande distribution par exemple.

Réaffirmer la nécessité d'un réseau d'enquêteurs et enquêtrices après le confinement

Bref, les indices de mars-avril et peut-être les suivants seront contestés. Et on ne voit pas d'alternative claire se dessiner. On remarque d'ailleurs que les principaux organismes de conjoncture (Insee, OFCE, Banque de France) ont renoncé pour le moment à toute prévision d'inflation.

Il est clair que l'exigence de ne pas dépendre uniquement des données de caisse, mais d'avoir au contraire un solide réseau d'enquêteurs-trices devra être réaffirmée à la sortie du confinement pour éviter toute dérive dans la grande distribution.

Montreuil, le 20/04/2020